

Les enseignants ne sont pas des urgentistes

1 MAI 2020 PAR LAURENCE DE COCK BLOG : CONSEILS DE CLASSE

Faites vite, vite, très vite, demain, il faut reprendre... De la précipitation au précipice, tout est prêt.

On a trop laissé de côté la question de la temporalité propre à l'école et au travail enseignant. Or tous les professionnels du monde éducatif témoignent de la tension, voire de la souffrance dans lesquelles les mettent les injonctions toujours plus nombreuses à faire vite.

Cet aspect a déjà été fort bien décrit dans les différents travaux qui montrent comment le temps du néolibéralisme a réussi à traverser les murs de l'école, par des assignations permanentes à l'efficacité, par des évaluations en flux continu, par des programmes intenablement autrement qu'au pas de course sur fond de pédagogie de gavage, et par une « rationalisation » du temps de travail enseignant que l'on sait stimulée par le fantasme d'une totale flexibilité.

La crise actuelle agit comme un révélateur dans bien des domaines. Pour l'école, elle met à nu l'importance des inégalités scolaires et beaucoup - à raison - l'ont déjà décrit ci et là - passons sur cynisme gouvernemental qui n'évoque cet aspect que pour justifier un retour précipité dans les écoles.

Vite, très vite, demain, il faut reprendre... De la précipitation au précipice, tout est prêt.

Car ce que révèle aussi cette crise, c'est l'impossible coordination du temps de l'urgence et du temps de l'école. La comparaison entre le monde médical et scolaire est souvent mobilisée pour faire comprendre aux gens le sens de la mission publique ( la "vocation") de l'enseignant. Il est par ailleurs indéniable qu'au même titre que l'hôpital, l'école est un service public démantelé avec la subtilité d'un bulldozer par les gouvernements successifs ; la comparaison peut donc s'entendre à bien des égards. Mais elle s'arrête aux portes de la réalité du métier, car les enseignants ne sont pas des soignants, encore moins des urgentistes. Nos élèves ont des difficultés d'apprentissage, ils ne sont pas malades.

Du moins pas encore, car la crise actuelle pose autrement les coordonnées de l'équation. Soyons clairs, que la pandémie nous accule à réfléchir à d'autres pratiques est une évidence et personne aujourd'hui ne peut se cramponner à l'idée de conserver « quoi qu'il en coûte » (comme dirait l'autre) les conditions existantes. Mais enfin la redéfinition d'un métier – même temporaire – ne se décrète pas en claquant des doigts dans la panique des cellules de crise ministérielles.

« Qu'on leur donne des machines ! » (qu'ils prennent plutôt la leur) a d'abord affirmé le ministère, feignant d'attribuer au numérique et à l'enseignement à distance toutes les vertus d'un cordon ombilical. Mais comme le rappelle toute l'histoire du monde ouvrier, ce n'est pas l'homme ou la femme qui dicte sa cadence à la machine, c'est toujours l'inverse. Aussi a-t-on vu se multiplier les témoignages d'épuisement, dès les premières semaines, d'enseignants à bout de souffle ayant vainement tenté de reproduire les conditions d'un emploi du temps régulier devant leur machine. Aussi lit-on également que, sans doute avec la plus grande générosité qui soit, des collègues pris à la gorge par le retard et la culpabilité, ont décidé de faire cours aujourd'hui, 1er mai, jour de la fête des travailleurs et travailleuses, jour où en temps normal, ils et elles auraient soit défilé, soit corrigé quelques copies, soit (re)pris leur temps. On n'ose même plus compter le nombre de satisfecit qui remontent en ce moment au ministère pressé de constater que le remplacement du prof par la machine et la suppression des jours fériés seront bientôt admis comme des évidences humanistes pour « le monde d'après ».

Et il y a plus grave encore dans ce qui se dessine autour de la reprise. À partir du 11 mai commenceront à rentrer les plus jeunes, jusqu'aux tout petits. Je ne commenterai pas ici l'opacité des coulisses de la décision ; comme souvent s'y mêlent la certitude d'œuvrer au mieux et le cynisme imperturbable du marché. Dans la pure ligne d'une gouvernance pyramidale, le mécanisme des ordres et contre-ordres est désormais enclenché et les bruits qui remontent des collègues font froid dans le dos. Acculés à faire appliquer un cahier des charges qui ferait pâlir de jalousie n'importe quel auteur de science-fiction, les cadres intermédiaires multiplient les préconisations toutes plus absurdes les unes que les autres : pas de jouets, pas de câlins, un mètre entre les enfants, isolement d'un livre pendant 5 jours dès qu'il a été manipulé une fois, pas d'échanges de matériel, pas de cantine ... Qui peut vraiment imaginer la possibilité de transformer une salle de classe en bulle stérile ? Qui peut croire qu'il s'agit là de lutter contre les inégalités scolaires alors que les enfants devront apporter leurs propres repas ?

C'est par ailleurs saboter tous les fondements de l'école, à commencer par les écoles maternelles conçues comme des espaces de transition entre le monde familial et scolaire, d'où la place centrale des ATSEM dont il faut rappeler qu'elles (ce sont majoritairement des femmes) ont une formation professionnelle et une fonction spécifique d'accompagnement, d'apaisement, de tendresse ; elles sont les passeuses d'entre deux mondes. Au-delà du mépris dont toutes ces décisions témoignent, il se prépare surtout un gigantesque sentiment d'impuissance renforcé par la peur de chacun.e : celle des enfants dont certains pourraient basculer dans la phobie scolaire, celle des adultes qui n'auront aucune garantie de pouvoir ni se protéger eux-mêmes, ni protéger les élèves.

Je lance ces réflexions en guise d'alerte très sérieuse. Nous ne sommes pas des urgentistes, et nous sommes bien partis pour nous planter.

« Non je ne rentrerai pas, non je ne rentrerai pas là d'dans, j'mettrais plus les pieds dans cette tôle (taule) » pleure Jocelyne, ouvrière de chez Wonder en 1968, dont le merveilleux film d'Hervé Leroux « Reprise » (justement) tente de retracer l'histoire. Il faut le dire solennellement, il n'y a pas d'autres moyens d'éviter des larmes équivalentes que de réclamer le droit au temps de l'école, seule condition de réflexion collective, seule possibilité de circonscrire collectivement les nouveaux contours du métier et les possibilités de cette reprise. Nous priver de ce temps, c'est mettre l'école en danger.